

# Les efforts de Blair & Bush pour remodeler le Moyen-Orient ont attisé des flammes qui brûlent encore

19 juillet 2016



**Comme Sykes et Picot un siècle avant eux, Blair et Bush ont essayé de remodeler le Moyen-Orient. Pour des résultats dévastateurs**

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire récente que la Grande-Bretagne s'est réveillée dans le passé. Mercredi dernier, lorsque le rapport Chilcot a été publié, elle était retournée au 18 mars 2003, date à laquelle le Parlement a voté en faveur de la guerre en Irak.

Il y a treize ans, un député d'arrière-ban travailliste, Jeremy Corbyn, a pris la parole lors du plus grand rassemblement que le pays ait jamais connu pour mettre un terme à la guerre en Irak. Ses paroles, prononcées le 15 février de cette même année, sont à l'épreuve du temps.

« Pour ceux qui affirment que c'est un conflit nécessaire et juste parce qu'il apportera la paix et la sécurité, le 11 septembre a été un événement terrible. Les 8 000 morts en Afghanistan n'ont ramené à la vie aucune des victimes du World Trade Center. Faire des milliers d'autres morts en Irak n'arrangera pas les choses.

Cela déclenchera une spirale de conflits, de haine, de misère et de désespoir qui alimentera les guerres, les conflits, le terrorisme, la dépression et la misère des générations futures. »

Peu de temps après que Chilcot a éviscéré les arguments utilisés par le Premier ministre britannique de l'époque, Tony Blair, pour justifier son aventure militaire, Corbyn, aujourd'hui chef du Parti travailliste, a présenté des excuses au nom de son parti. Son ancien chef, Blair, s'est montré impénitent. Il a affirmé que s'il en avait encore l'occasion, il prendrait la même décision.

Mais Blair n'est pas le seul à continuer de défendre l'interventionnisme occidental au Moyen-Orient. En réponse à Chilcot, Cameron est resté impénitent au sujet de la Libye, l'intervention qui a eu lieu sous sa surveillance.

Le parti de la guerre compte également la majorité du Parti travailliste parlementaire (PLP), qui a voté systématiquement en faveur de l'intervention et contre Corbyn. Comme Nafeez Ahmed l'a rapporté lorsqu'il a analysé leurs votes, les deux schémas de vote (pro-intervention et anti-Corbyn) se chevauchent largement.

Seuls 71 des 194 députés qui ont refusé de soutenir Corbyn (en votant contre lui, en s'abstenant ou en ne se présentant pas) étaient au Parlement en 2003. Mais sept d'entre eux avaient voté contre la guerre. Au total, 172 députés présentaient des antécédents de vote en faveur des interventions militaires britanniques à l'étranger, soit le même nombre de députés qui ont voté en défiance contre le leadership de Corbyn.

Quatre-vingt-neuf pour cent des députés travaillistes qui ne sont pas derrière Corbyn ont soutenu les interventions militaires britanniques, bien que tout le monde n'ait pas suivi cette voie. Cinquante-six pour cent sont résolument pro-guerre et seulement dix-neuf pour cent (37 députés travaillistes) ont des antécédents de vote systématiquement anti-guerre. Quatre-vingt-dix-huit des cent députés travaillistes qui étaient en fonction lors des votes au sujet d'une enquête sur la guerre en Irak ont voté contre le lancement de cette enquête.

S'ils ne peuvent plus se considérer comme des blairistes, la majorité des membres du PLP qui ont tenté de renverser Corbyn sont interventionnistes. Alan Johnson, qui était secrétaire d'État à l'Intérieur sous Blair, en fait partie. Ses antécédents de vote concernant les affaires étrangères et la défense sont les suivants : pour l'utilisation de forces militaires britanniques dans les opérations de combat à l'étranger, pour la guerre en Irak, contre une enquête sur cette guerre, pour le remplacement de Trident par un nouveau système d'armes nucléaires, pour une plus forte intégration dans l'UE, pour le renforcement de l'alliance militaire. Hillary Benn, dont le renvoi du poste de secrétaire d'État aux Affaires étrangères du cabinet fantôme a déclenché la tentative de « coup d'État » contre Corbyn, est un autre exemple.

Le rapport Chilcot s'est appliqué autant aux postes de Johnson, Benn et Mike Gapes, ancien président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des communes, qu'à Blair, ce qui pourrait être l'une des raisons pour lesquelles ils ont toujours voté contre une enquête sur leur guerre. Au moins, Blair a eu le cran de se lever pendant deux heures devant une salle remplie de journalistes profondément hostiles, mais eux ne l'ont pas fait. Au lieu de cela, ils ont orienté leur cible vers le chef de leur parti.

« Beaucoup d'entre nous ne regrettent pas la disparition de Saddam », a déclaré Benn, qui a également suggéré que les Nations unies devaient être réformées de telle sorte que « les dictateurs brutaux qui massacrent et terrorisent leur propre population puissent être tenus pour responsables et le soient ». À l'instar de Mohammed ben Zayed, le prince héritier d'Abou Dhabi, ou d'Abdel Fattah al-Sissi, le président égyptien que Blair continue de conseiller ? Johnson a demandé s'il existait « une quelconque preuve d'un quelconque mensonge prononcé devant le Parlement ». Il en existe.

L'appel de Benn à une réforme des Nations unies, que Blair a mises à mal selon Chilcot, est important pour

une autre raison.

Le lancement de la guerre en Irak en l'absence d'une seconde résolution de l'ONU a ouvert la saison des interventions au Moyen-Orient. De nos jours, personne ne se soucie de la permission de l'ONU pour lancer des opérations militaires. Les Russes ne s'en sont pas souciés en Syrie. Les Saoudiens ne s'en sont pas souciés au Yémen en dépit d'une résolution des Nations unies sur le blocus de ce pays. Les Égyptiens et les Émiratis n'ont pas recherché une résolution de l'ONU avant d'intervenir dans l'est de la Libye.

Enfin, aucune résolution de l'ONU, ni aucun débat du Parlement ou du Congrès, ne traite de la présence de personnel militaire britannique, américain ou français travaillant avec et en dehors de l'aéroport de Benina, qui est contrôlé par le général libyen renégat Khalifa Haftar, basé à Benghazi.

En mars, Middle East Eye a révélé que des forces britanniques du SAS (Special Air Service) et des forces jordaniennes ont été déployées en Libye, d'après un briefing adressé en janvier par le roi Abdallah de Jordanie devant le Congrès américain. Abdallah leur a indiqué que l'accent jordanien était proche de l'accent libyen. On supposait à l'époque qu'ils aidaient les milices libyennes à repousser les militants de l'État islamique à Syrte. Aucun débat parlementaire n'a eu lieu sur le déploiement de troupes britanniques en Libye.

Hier, nous avons révélé les voix enregistrées de pilotes et de contrôleurs aériens britanniques, français et américains parlant depuis et vers la tour de contrôle de la base aérienne de Benina. Les coordonnées spécifiées dans les enregistrements sont sans rapport avec des positions connues de l'État islamique. À la place, elles se rapportent à des frappes contre des cibles telles que Souk al-Hout, le « Marché aux poissons » de Benghazi, visant les ennemis de Haftar.

À Souk al-Hout, Haftar combat le Conseil de la Choura des révolutionnaires de Benghazi, un amalgame de groupes islamistes et militants. La coalition comprend Ansar al-Charia, qui est classée au rang d'organisation terroriste par les Nations unies, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Turquie. Mais le Conseil comprend aussi la Brigade des martyrs du 17 février, qui est financée par le ministère libyen de la Défense à Tripoli. Ici comme à Derna, les Britanniques, les Américains, les Français et les Jordaniens, tout comme les Égyptiens et les Émiratis, aident Haftar à combattre les milices qui ont chassé l'État islamique et qui sont fidèles à Tripoli.

Il se pourrait que les Britanniques et les Américains soutiennent les deux camps de la guerre civile libyenne en même temps, ou qu'ils apportent un soutien de façade d'un côté et une aide militaire réelle de l'autre.

Alors que la Mission d'appui des Nations unies en Libye a condamné les frappes aériennes d'Haftar à Derna et a mis en garde contre le fait qu'elles pouvaient constituer un crime de guerre, le personnel britannique, français et américain aide Haftar à livrer sa propre guerre à Benghazi. Haftar continue de refuser de reconnaître l'autorité du gouvernement d'unité de Tripoli. Les militaires britanniques aident les forces dans l'est de la Libye qui ne sont pas fidèles au Gouvernement d'entente nationale et qui ne relèvent pas de son commandement unifié. L'aide apportée à Haftar par les contrôleurs et les pilotes britanniques nuisent au fond, si ce n'est à la forme, de l'embargo sur les armes.

Tel est le borbier profond de l'intervention étrangère, treize ans après. À l'instar de Sykes et Picot un siècle avant eux, Blair et l'ancien président américain George W. Bush ont été impliqués dans des efforts profondément idéologiques visant à remodeler la carte du Moyen-Orient. Dans ses rapports avec les Émiratis, les Égyptiens et les Israéliens, lors de ses entretiens avec le Hamas et avec l'homme fort palestinien Mohammed Dahlan, Blair continue d'imposer ce programme. Mais il y a treize ans, Blair gardait ses ambitions secrètes.

Dans une note du 26 mars 2003 adressée à Bush, intitulée « L'objectif fondamental », Blair a écrit : « Le

moment est venu de définir les priorités internationales pour la prochaine génération, le véritable ordre mondial post-guerre froide. Notre ambition est grande : construire un programme global autour duquel nous pouvons unir le monde. »

Blair a déclaré que la guerre ferait partie d'une plus grande impulsion visant à « propager les valeurs de la liberté, de la démocratie, de la tolérance et de l'État de droit » à travers le monde. « C'est pourquoi, bien que les ADM [armes de destruction massive] irakiennes représentent la justification immédiate de l'action, débarrasser l'Irak de Saddam est la vraie récompense. »

Blair et Bush ont échoué à atteindre l'« objectif fondamental ». Ils ont réussi à faire trois choses au Moyen-Orient. En se débarrassant de Saddam, ils ont déclenché un conflit sectaire qui s'est répandu à travers la région. Ils ont bouleversé l'équilibre régional entre le monde persan et le monde arabe. Le changement de régime en Irak a permis à l'Iran d'entrer dans le pays et dans la région. Sans le soutien militaire de l'Iran, Bachar al-Assad aurait eu beaucoup moins confiance en sa capacité à écraser un soulèvement non armé à Deraa en 2011. Sans la guerre en Irak, ni al-Qaïda, ni l'État islamique n'auraient existé en Irak ou en Syrie. Plusieurs centaines de milliers de personnes sont mortes et plusieurs millions de personnes ont été déplacées.

Comme Sykes et Picot, dont le pacte secret a posé les fondations d'un siècle de conflit colonial au Moyen-Orient, Blair et Bush, en envahissant l'Irak, ont attisé des flammes qui brûlent encore à travers la région. Il n'y a pas de fin en vue à cet incendie. Cameron n'a fait que suivre l'exemple de Blair et, en vérité, ils appartiennent au même parti. Le successeur de Cameron au poste de Premier ministre fera de même. Le fruit de leur labeur est la Libye que nous voyons et décrivons aujourd'hui.

- David Hearst est rédacteur en chef de Middle East Eye. Il a été éditorialiste en chef de la rubrique Étranger du journal The Guardian, où il a précédemment occupé les postes de rédacteur associé pour la rubrique Étranger, rédacteur pour la rubrique Europe, chef du bureau de Moscou et correspondant européen et irlandais. Avant de rejoindre The Guardian, David Hearst était correspondant pour la rubrique Éducation au journal The Scotsman.

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique éditoriale de Middle East Eye.

Photo : George W. Bush, alors président des États-Unis, présente la Médaille présidentielle de la Liberté à l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair (à gauche) dans l'East Room de la Maison Blanche, à Washington, D.C., le 13 janvier 2009 (AFP).

Traduit de l'anglais (original) par VECTranslation.

---

**Lire aussi :** [Middle east eye](#)

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

• Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Les-efforts-de-Blair-Bush-pour-remodeler-le-Moyen-Orient-ont-attise-des-flammes>